

29 novembre 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le développement d'une ville moyenne et les problèmes spécifiques de la pêche dans la construction et la réglementation communautaires, Concarneau, mardi 29 novembre 1988.

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Ce passage à Concarneau s'inscrit dans une journée bretonne puisque j'étais ce matin jusqu'à il y a maintenant quelques heures sur la Jeanne `Jeanne d'Arc` devant accomplir les derniers gestes qui précédaient l'appareillage avec ces centaines de jeunes gens qui vont pour la première fois dans le cadre de leur école `Ecole Navale` affronter pour longtemps la mer, ses dangers et aussi répandre les escales tout autour de la terre.

- C'est toujours un moment émouvant que les bretons, les marins, les habitants de Brest bien entendu mais bien d'autres encore aiment retrouver d'année en année, cela fait partie de leurs grandes traditions qui sont aussi les traditions de la Nation tout entière.

- Je dois dire que Concarneau, sur un autre plan, a une signification qui valait bien - l'invitation ayant été adressée par M. le maire de Concarneau - qui valait bien une réponse et une réponse positive. J'étais venu dans votre ville, mais jamais au titre de la fonction que j'exerce aujourd'hui. Et, si chacun connaît de près ou par réputation la beauté de Concarneau, le rang que cette ville, que ce port occupe dans l'échelle de l'économie française, mieux valait voir soi-même et de ses propres yeux, rencontrer les Concarnoises et les Concarnois à Concarneau. C'était plus logique. C'est ce que j'ai voulu faire aujourd'hui et je m'en réjouis, car les quelques conversations que j'ai eues avant d'arriver dans votre hôtel de ville, le rapport que j'ai fait préparer, les documents que j'ai lus pour savoir exactement de quoi il retournait, m'ont bien montré qu'il s'agissait d'une ville active, qui avait surmonté les difficultés que vous connaissez mieux que personne.\

Vous avez parlé de la conserverie et de la disparition de bon nombre d'entreprises jusqu'à l'époque présente - et aussi c'était l'année dernière - de cette tempête - vous êtes habitués aux tempêtes - mais celle-là a laissé une trace profonde, et j'imagine quelques inquiétudes non encore apaisées pour les finances de la ville.

- Mais enfin ce qui ressort comme cela quand on vient d'un peu plus loin, quand on peut comparer comme il m'est donné de le faire, - je vais comme cela de villes en villes, de départements en départements, de régions en régions et j'estime que c'est mon devoir que de rencontrer les Français là où ils vivent et là où ils travaillent - eh bien par comparaison, j'estime que Concarneau se signale par une vitalité, un dynamisme et peut-être quelque chose de plus rare, une capacité d'entente des forces vives, naturellement en compétition entre elles, mais qui savent dans cette ville dépasser leurs propres intérêts pour rechercher l'intérêt commun. Et l'intérêt commun qu'est-ce que c'est, sinon a priori quand on voit la disposition de votre ville, et quand on connaît son passé, eh bien la mer là, le port et la mer c'est-à-dire la pêche avec l'ensemble des industries qui autour de la pêche peuvent constituer un ensemble important et donner du travail, maintenir une tradition, donner à une population des raisons d'espérer.\

Je vous ai entendu, monsieur le Président, comment dit-on, ce n'est pas du port, du Conseil portuaire. Et j'ai bien écouté ce que vous avez dit, je vous le devais. J'ai davantage entendu, - bien que je vous connaisse déjà et je sais le travail que vous faites - la crainte de voir l'Europe se désintéresser du sort de Concarneau ou de la pêche ou se laisser aller d'une part aux excès de la bureaucratie, des tracasseries inévitables avec ce genre de système ou d'un certain laisser-aller à l'égard de la concurrence à l'intérieur même de l'Europe bleue ou bien à l'extérieur avec les pays tiers. Mais cet ensemble d'inquiétudes, qui reposent sûrement sur un certain nombre d'observations, quelques signes, ne doit pas quand même égarer l'attention, l'important en cette affaire c'est l'Europe, c'est l'Europe bleue.

- C'est l'Europe bleue qui a rendu sa chance à Concarneau haut lieu de la compétition sauvage qui se déroulait entre pays européens avec la nécessité pour le pêcheur concarnois d'aller chercher le poisson loin d'ici sur des mers qui relèvent de l'autorité d'autres pays que le nôtre. Cela a été une large ouverture et la protection de traditions de pêche qui font qu'aujourd'hui vos pêcheurs peuvent aller sur de vastes champs d'exploitation et faire quoi ? faire ce dont vous êtes fiers, puisque vous me l'avez expliqué aussi après tout. Vous m'avez bien expliqué que la pêche ça marchait bien ici, que l'emploi se développait, que les bâtiments marchands étaient multiples. On les compte par centaines et la construction est prospère. Comme j'entends trop peu souvent dire cela dans les villes où je me rends à propos de telle ou telle forme de l'économie, quand on peut me dire que nous nous sentons en mesure aujourd'hui de grandir et d'appliquer nos volontés, d'abord cela me change un peu, ensuite cela me fait plaisir et ça me donne le sentiment qu'il y a des gens quelque part en France qui croient dans leur destin sans ignorer bien entendu que ce destin est d'abord dans leurs mains.

- Oui, ce que j'ai pu voir sur le papier dans les explications que j'ai reçues de l'évolution de Concarneau au travers de ces années donne des raisons profondes et puissantes d'espérer dans les chances de cette ville, de son port et de ses pêcheurs, et des entreprises bien entendu qui se développent tout autour.

- L'Europe bleue dont je me flatte précisément avec Louis Le Penec qui était le ministre, qui en avait la charge et qui a fort bien mené la négociation, qui connaissait le problème, l'Europe bleue faisait partie de mes ambitions. Je me suis toujours déclaré favorable à la construction de l'Europe. Je me plaindrais plutôt qu'il n'y en eût pas assez, plutôt qu'il y en eût trop, et pour cette Europe-là, on pense toujours à l'Europe de la terre, l'Europe des céréales, l'Europe alimentaire par les richesses qui viennent du sol, alors que l'on oublie le plus souvent les richesses qui viennent de l'Océan et de la mer. Et l'Europe qui n'aurait pas réussi l'Europe bleue aurait été très incomplète en tous cas pour tous ceux qui le long de nos côtes vivent de la mer. C'est une grande négociation, parmi les plus importantes qui ont été réussies au cours de ces dernières années.

Alors cela peut présenter des inconvénients au regard des avantages qui sont indéniables. Je suis sûr que vous êtes toutes et tous favorables à ce choix parce que cela a été une nouvelle lancée de Concarneau dans la compétition internationale et une garantie considérable de trouver toujours pour vos pêcheurs les lieux de la mer où vous pourriez, où ils pourraient exercer leur profession et vivre, tout simplement vivre.

- Alors les inconvénients au regard. C'est vrai que si l'Europe tombe dans la bureaucratie, qu'elle réglemente - il faut bien qu'elle réglemente - il ne faut pas réglementer de trop. La frontière est souvent très difficile à distinguer de ce qui convient pour qu'une grande entreprise marche, et l'Europe est une grande entreprise de 320 millions d'habitants avec des intérêts divergents, que dis-je, des intérêts souvent opposés, et de ce fait à Bruxelles on a tendance sans doute à multiplier les réglementations. Et ces réglementations, si l'on dépasse la mesure, deviennent exagérément contraignantes. Si vous le constatez, dites-le et dites-le moi de façon très précise pour que je puisse saisir les responsables. Ce serait au demeurant vendredi prochain `2 décembre 1988` en Grèce pour un Sommet européen précisément. Un Sommet européen qui précédera celui que nous tiendrons à Madrid à la fin du premier semestre de l'année prochaine, puis en France à la fin du deuxième semestre. Eh bien j'en saisirai nos partenaires et il n'y a pas de raison de penser que les ministres européens ne sauront pas défendre la capacité de défendre

de raison de penser qu'a priori nous n'aurions pas, nous Français, la capacité de aerenare justement les intérêts nationaux qui sont les nôtres. La réussite de l'Europe, ce sera la juste harmonie, le juste équilibre entre ce qui peut servir ce vaste ensemble des douze pays et de 320 millions d'êtres humains et les intérêts, les justes intérêts nationaux de chaque pays, ensemble qui, bien entendu, parce qu'il va de l'avant, parce qu'il tend la main, annule les frontières, n'entend pas pour autant négliger la défense légitime des intérêts dont chaque Etat est aujourd'hui comptable.\

Le fait que vous me l'ayiez dit, monsieur le Président, que vous l'ayiez exposé à votre manière, monsieur le maire, m'est utile. Des voyages comme cela dans vos départements sont justifiés par le fait que j'entends dans la bouche des personnes compétentes et représentatives, l'inquiétude, le souci, la crainte, la satisfaction parfois, et je ressens bien où se trouve l'élan. Et à Concarneau en dépit des inévitables oppositions qui se retrouvent dans toutes démocraties, ce qui est une affaire excellente, j'aperçois bien qu'ici on s'entend au moins pour promouvoir la ville, son port, ses industries, son commerce, pour faire de Concarneau, une ville moyenne disiez-vous, d'un peu plus de 20000 habitants, quand même la troisième ville du département, le troisième port selon le mode de calcul, le troisième port de France, l'un des grands ports d'Europe. J'ai observé même une certaine contradiction dans votre discours, monsieur le Président, parce que en poussant un peu, vous auriez bien dit c'est le premier. Eh bien pour que vous ayiez réussi à devenir le premier, c'est bien qu'il y a quelque chose qui a marché. Vous n'y êtes pas pour rien. Admettez que les autres y soient pour quelque chose et qu'enfin la construction à laquelle nous nous sommes appliqués depuis 1983, c'était une grande chance.\

Bien entendu, toutes ces chances qui s'offrent à nous quand on sait les saisir présentent aussi des risques. Vous avez des difficultés avec la pêche espagnole. Comme moi, quand quelques moments de repos, cela arrive de temps à autre, pas très souvent, m'amènent dans le Sud-Ouest, c'est-à-dire chez moi. J'entends les doléances des pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz, qui d'ailleurs auraient éprouvé en vous écoutant un vague sentiment.. Enfin, bref, je suis à Concarneau. Les pêcheurs espagnols sont généralement des Basques espagnols. Quand on parle dans le Pays-Basque français des pêcheurs Basques espagnols le ton est plus rude qu'ici car les conflits sont multiples et c'est vrai pour parler tout à fait sérieusement que certaines méthodes agressives sont pratiquement inadmissibles. J'ai eu l'occasion d'en parler au Président du Conseil des ministres espagnol il y a quelques jours à Montpellier et j'ai bien l'intention d'en parler avec le Roi d'Espagne qui sera mon hôte dans quelques jours à Paris.

- Nous avons beaucoup de choses en commun avec l'Espagne, une très bonne entente, il n'empêche que ce problème de la pêche ou plutôt de la concurrence des pêcheurs, contrairement à la loi que nous nous sommes donnée hors de nos règlements et je dirai presque quelquefois de la bonne foi, fait que nos pêcheurs sont irrités et peuvent avoir le sentiment qu'ils sont abandonnés à eux-mêmes. Ils auraient tort. Je me souviens même de mon étonnement jusqu'à explication lorsque j'ai entendu dire une fois, j'étais déjà à la Présidence de la République, en me réveillant le matin que notre marine, sous l'autorité d'un ministre qui s'appelait Louis Le Penec, avait donné du canon. Et le matin je lui ai dit : mais enfin il ne faut pas déclarer la guerre à l'Espagne. En tous cas, j'aime bien que l'on me prévienne. Je pense que M. Lengagne, votre successeur, a dû procéder à des mesures de ce type. Alors moi je ne vous annonce pas que l'on va régler ce problème-là par de nouvelles batailles en mer, nous n'allons pas élever dans nos écoles une nouvelle race de corsaires mais il faut que le droit soit le droit, et de ce point de vue j'attends des institutions communautaires, de la Commission comme des instances d'arbitrage qu'elles mettent un terme à ce qui n'est pas correct et donc pas admissible. Puis, il y a un certain nombre de pays tiers qui ne connaissent pas bien les règlements. Est-ce que la Commission les laisse faire ? Non. Elle ne les laisse pas faire, ce n'est pas toujours très facile du côté de la Côte africaine, du côté de la Côte méditerranéenne, ce n'est pas toujours très facile mais au total c'est l'Europe qui nous donne cette chance. Au gouvernement et aux responsables à tous les échelons de montrer leur capacités d'énergie, leur vigilance et leur refus que soient entamées injustement les virtualités des travailleurs français.\

Mais pour le reste, nous sommes sur le bon chemin, contribuons à réussir l'Europe là comme

ailleurs, l'Europe bleue, comme l'Europe verte quelle que soit la couleur, c'est quand même là qu'il faut aller car je vous demande de réfléchir à cette donnée. Que l'on soit ou que l'on ne soit pas dans une Europe organisée, de toutes manières nous n'échapperons pas au rendez-vous pris avec les temps modernes et qui voudra que la France soit capable de supporter la compétition internationale. Elle la supportera mieux dans une Europe organisée. Il n'y en aurait pas, elle aurait aussi à subir les agressions, elle aurait à défendre ses productions. Nous ne sommes pas dans un monde innocent. Il n'y a pas de règlement, il n'y a pas d'arrangement politique qui puisse nous tenir indemnes de la capacité à maîtriser, à gagner, oui à gagner les combats pacifiques mais combats quand même qu'un pays a à conduire car telle est la société des hommes. Alors je suis très heureux de voir ici qu'existe cette énergie que je réclame. Il faut toujours du courage et de l'imagination. Je les trouve à Concarneau.\

A l'autre point de la Bretagne je pourrais en dire autant mais appliqués aux problèmes qui nous occupent cet après-midi, je les trouve à Concarneau. Compte tenu des inévitables et nécessaires clivages existants dans le domaine de la politique, des convictions philosophiques, enfin des choix de toutes sortes.

- Je pense que dans cette ville vous avez réussi à tenir entre vous une sorte de consentement pour la ville et pour le port. J'ai bien observé ce que j'avais autour de moi tout à l'heure, les hommes responsables, ils appartenaient à l'évidence à des horizons différents à l'évidence et pourquoi pas ils ont bien le droit mais quand on parle de Concarneau, ils sont là ensemble et ils veulent gagner ensemble et ils savent bien qu'ils ne gagneront pas les uns sans les autres. Est-ce que vous me permettez d'exprimer une espérance ? C'est que cette volonté commune entre les Bretons de Concarneau puisse être en fin de compte la volonté de la France. Dites-moi, vous croyez que l'on nous battrait si facilement que cela. Ce n'est pas l'orgueil, il ne faut pas trop en avoir de la France, mais il y a cette histoire quand même, il y a un peuple qui à travers 1000 ans de vie a démontré ce qu'il était capable de faire.

- Vous êtes le premier, le deuxième ou le troisième port de pêche français, l'un des premiers d'Europe, mais la France est aujourd'hui même le quatrième pays dans le monde à pouvoir exporter ses marchandises, le quatrième avant la Grande-Bretagne. On pourrait dire qu'il pourrait faire mieux quand on sait que les autres pays sont l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis d'Amérique. Quand on compare la population active de la France à celle de tant d'autres pays dont la démographie n'a pas connu le fléchissement de la nôtre, alors on se dit qu'après tout les Français ne se défendent pas si mal, nous qui sommes l'un des cinq premiers pays, quatrième, cinquième, cela se discute sur le plan de la capacité économique, et qui avons 55 à 56 millions d'habitants pour tant d'autres qui ont dépassé les 100 ou 200 millions d'habitants.

- Je vous dis cela non pas pour tenter de faire accroire des chances que nous n'aurions pas ou bien pour flatter ceux qui m'écoutent. Les Français, on n'a pas besoin de les flatter, on a souvent besoin de leur dire ce qu'ils sont, car c'est peut-être le résultat de deux guerres mondiales où ils ont beaucoup souffert, ils ont tendance à douter d'eux-mêmes, et moi je leur dis voilà la réalité. Nous sommes un des grands pays du monde, nous sommes le troisième pays du monde capable d'assurer sa défense, sa défense militaire.

- J'étais à Brest, je vous l'ai dit, j'ai pu le constater sous l'angle de la marine. Et dans combien d'autres domaines ! Les chercheurs, les savants, les techniciens, les ingénieurs. Combien d'industries qui apparaissent aujourd'hui comme incomparables à côté de défaillances, d'absence, de manque d'initiatives regrettables sans lesquels nous serions aujourd'hui plus forts encore que la description que je viens de vous faire !

Alors, je voudrais vraiment faire entendre un appel à la réussite commune de la France pour le bien des Français. Et vous m'avez permis de tenir ce discours parce que vous m'en donnez l'exemple, parce que c'est vrai, parce que cela existe, parce qu'il faut venir chez vous et pas seulement chez vous, pour se rendre compte sur le terrain que les Français en sont capables. Je ne voudrais pas voir dissiper, comme cela, l'effort douloureux souvent, et douloureux pour les plus pauvres dont le travail est souvent dur. Je ne voudrais pas dissiper cet effort entamé depuis au moins six ans, après ce que j'ai voulu, en 1981, réaliser de réformes sociales qui me paraissaient

indispensables pour une plus grande justice. Mais en même temps, il fallait projeter notre pays dans l'économie moderne. Je ne voudrais pas qu'on dissipe l'acquis. Nous sommes, aujourd'hui, en mesure de dessiner vraiment le terrain sur lequel nous allons appliquer nos chances et nos moyens. Il faut que cela s'accomplisse dans la justice. Qui pourrait douter que c'est mon sentiment et ma volonté profonde de justice ? C'est-à-dire que cette croissance, cette production de richesse nouvelle y compris dans la pêche, ici à Concarneau, due à la qualité du travail des Français, ce profit doit bien entendu revenir aux Français et non point seulement à une catégorie particulière de Français tandis qu'on oublierait ceux qui vivent si difficilement encore un peu partout. Qui serait plus ému que moi, lorsque l'on vient m'expliquer la modicité d'un salaire, d'une rémunération en face des charges de la vie, de la hausse des loyers, de la charge des enfants ? Qui plus que moi peut ressentir cruellement tout ce qui reste à faire et qui blesse notre société ? Simplement il nous faut le temps nécessaire pour qu'en l'espace de peu de temps - ce n'est pas demain, on commence aujourd'hui -, on a commencé aujourd'hui - catégorie sociale par catégorie sociale à en chercher le mieux être, sachant que si nous savons poursuivre cet effort, en l'espace de trois ans, sur la base d'une croissance constante égale à celle de cette année, nous avons déjà la perspective d'obtenir les moyens de répondre par priorité à la juste plainte des plus pauvres ou des plus malheureux qui ont bien le droit d'être d'abord ceux vers lesquels on se tourne pour tendre la main, pour les aider à vivre. Et peut-être a-t-on, dans le passé, exagérément négligé cette notion, il ne faut pas que cela soit toujours ceux qui disposent le plus de moyens qui en conquièrent d'autres, tandis que l'immense majorité des travailleurs français irait de difficultés en difficultés. Je sortirais de ce bref voyage avec un sentiment d'optimisme à cause de ce que vois ici. Puisque vous produisez, puisqu'on sent une ville, un port en expansion, puisque la profession des pêcheurs qui sait bien quelles difficultés elle rencontre, nous en avons énuméré quelques-unes, puisque tout cela va vers le progrès, grâce à la volonté et à la cohésion. La France, le reste de la France, c'est comme vous, il faut faire comme cela, à la condition, bien entendu, que vos élus et que vos responsables veillent à ce qu'un partage équitable du profit national réponde à l'effort accompli, souvent difficilement, par bien des nôtres qui souffrent encore injustement de la situation créée par l'évolution de la société industrielle.\

Voilà, j'arrête là cet exposé. Mais je tenais à vous le dire, en remerciant M. le maire de Concarneau de son accueil, de ses paroles. En le remerciant de m'avoir invité dans cette ville qu'il gère. Je remercie Mmes et MM. les conseillers municipaux et les élus à divers niveaux de cette ville et de ce département. Car je suis très sensible à la présence des élus départementaux. Un département, c'est déjà une petite unité. Dans ce département comme dans les autres, je ne crois pas ignorer qu'il y a quelques rivalités politiques. Oui, mais, ce département est particulièrement qualifié pour faire la démonstration que la Bretagne se bat bien, et elle se bat bien. C'est aujourd'hui une des régions d'Europe, on a parlé d'Europe ! Au cours de ces vingt-cinq dernières années, la Bretagne est devenue la région la plus performante d'Europe. Elle a rattrapé celles dont on montrait toujours l'exemple, d'Allemagne, du Danemark ou d'ailleurs.

- Voilà, c'est le travail que vous, bretons, vous avez fait, que personne ne vous en retire le mérite. Au contraire, je viens vous saluer et vous remercier en demandant aux Françaises et aux Français qui m'écoutent au-delà de cette salle d'en tenir compte, ils en sont capables. Alors faisons-le.

- Vive Concarneau !

- Vive la République !

- Vive la France !\